



ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

PORTRAIT SOCIO-ÉCONOMIQUE DU DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE



SOMMAIRE

- p. 2 Un dynamisme démographique au même rythme qu'en France métropole
- p. 3 Un tissu économique porté par les TPE
- p. 4 Une reprise modérée de l'emploi
- p. 5 Le profil des emplois du territoire
- p. 6 Près de la moitié des offres d'emploi diffusées se répartissent sur quatre domaines professionnels
- p. 7 Un léger accroissement du potentiel d'emploi - Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019
- p. 9 Les difficultés de recrutement en Vaucluse
- p. 10 Un marché du travail qui s'améliore
- p. 11 La demande d'emploi des 25 à 49 ans baisse durablement - Le chômage de très longue durée perdure
- p. 12 Les mutations du marché du travail - Plus de 44 900 reprises d'emploi en 2018
- p. 13 Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée
- p. 14 7 200 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018 - Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le département - 63% de sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation - Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l'emploi
- p. 16 Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi
- p. 17 En conclusion...
- p. 18 Méthodologie

L'essentiel

Le portrait socio-économique présenté dans ce support a pour objectif d'identifier les principales caractéristiques du marché du travail pour le territoire et son environnement. Il vise à mieux comprendre les enjeux en termes d'emploi et de chômage.

Les chiffres clés du territoire :

- **563 800** habitants au 1^{er} janvier 2019.
- **56 700** établissements marchands hors agriculture à fin 2017.
- **201 800** salariés des secteurs public et privé au 30 juin 2018.
- **58 500** offres diffusées sur le site de www.pole-emploi.fr de juillet 2018 à juin 2019.
- **11,1%** de taux de chômage au 2^e trimestre 2018.
- **69 800** demandeurs d'emploi toutes catégories au 2^e trimestre 2019, dont 49% de demandeurs d'emploi indemnisés.
- **62 900** demandeurs d'emploi inscrits en catégories A, B et C au 2^e trimestre 2019, dont 18% de bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 9% de bénéficiaires d'obligation d'emploi et 17% résidents en Quartiers Prioritaires de la Ville (QPV).



Un dynamisme démographique au même rythme qu'en France métropole

Au 1^{er} janvier 2019, 563 800 habitants résident dans le département de Vaucluse. Il est classé 45^e en France métropolitaine en nombre d'habitants. Il progresse d'une place dans ce classement par rapport à l'estimation de janvier 2018 [cf. [Tableau 1](#)].

La densité de population est de 157 habitants au km² (119 pour FM⁽¹⁾).

Par le passé, le département a été dynamique sur le plan démographique. Entre 2011 et 2016, il affiche un rythme de progression de +0,4% en moyenne par an, inférieur à celui de la période 2006-2011 (+0,5%). Ce faible accroissement est essentiellement dû au solde naturel (écart entre les naissances et les décès) excédentaire de +0,4%.

Tableau 1

Estimation de la population au 1^{er} janvier 2019

	Nombre d'habitants		Poids	
	France	Vaucluse	France	Vaucluse
Hommes	31 361 400	160 300	48%	48%
Femmes	33 450 600	164 300	52%	52%
- 25 ans	19 073 600	239 100	29%	28%
25-49 ans	20 101 400	164 300	31%	29%
50 ans & +	25 637 000	239 100	40%	42%
Ensemble	64 812 100	563 800	100%	100%

Source : INSEE, Recensement de la population

Au 1^{er} janvier 2019, les moins de 25 ans sont moins nombreux en Vaucluse qu'en France métropolitaine. Ils représentent 28% de la population (29% FM). À l'inverse, les 50 ans et plus comptent pour une part plus importante dans le département (42%), dont 21% (19% FM) pour les plus de 65 ans.

Tableau 2

Estimation de la population active au 1^{er} janvier 2016

	Nombre d'actifs		Poids	
	France	Vaucluse	France	Vaucluse
15-24 ans	3 103 400	26 900	10%	11%
25-54 ans	22 412 900	182 500	75%	74%
55-64 ans	4 375 500	38 700	15%	16%
Ensemble	29 891 800	248 100	100%	100%

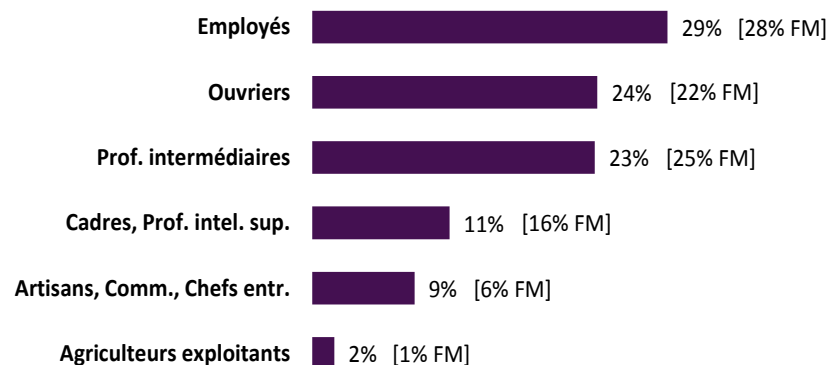
Source : INSEE, Recensement de la population

Le département compte plus d'employés, d'ouvriers, d'artisans, commerçants, chefs entreprises, d'agriculteurs exploitants et moins de professions intermédiaires, de cadres, professions intellectuelles supérieures que la moyenne nationale [cf. [Graphique 1](#)].

La catégorie socioprofessionnelle de la population active continue à s'élever entre 2011 et 2016 : davantage de professions intermédiaires (+0,6 pt) et de cadres, professions intellectuelles supérieures (+0,4 pt) et moins d'ouvriers, d'employés (respectivement -1,0 pt et -0,3 pt).

Graphique 1

Répartition des actifs par catégorie socioprofessionnelle en 2016



Source : INSEE, Recensement de la population

EN SAVOIR PLUS

- [Les résultats du recensement de la population publiés par l'INSEE](#)

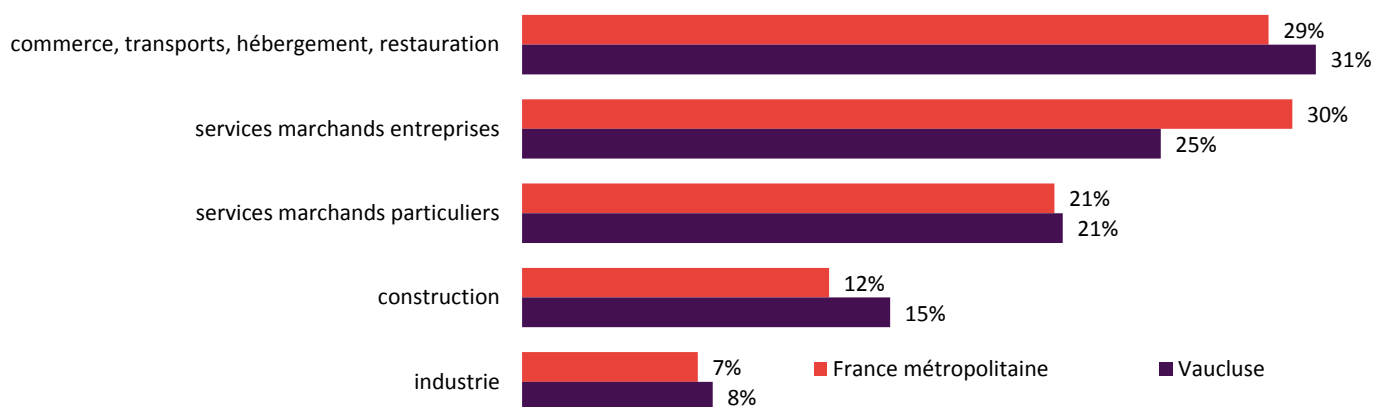


Un tissu économique porté par les TPE

Fin 2017, 56 700 établissements composent le tissu productif départemental hors agriculture, soit 1% de l'ensemble des établissements de France métropolitaine. Fin 2015, le poids de l'emploi présentiel est supérieur à celui de France métropolitaine (75% contre 71%). L'économie du département de Vaucluse est orientée sur la production de biens et de services auprès des personnes présentes sur le territoire, résidentes ou touristes [cf. Graphique 2]. Le Vaucluse est un département rural, dont l'économie se fonde sur l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. La saisonnalité de ces secteurs est donc très importante comme le montre l'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO) de Pôle emploi avec 92% de projets de recrutements saisonniers exprimés par les entreprises en 2019.

Graphique 2

Répartition du tissu économique par secteur d'activité au 31 décembre 2017



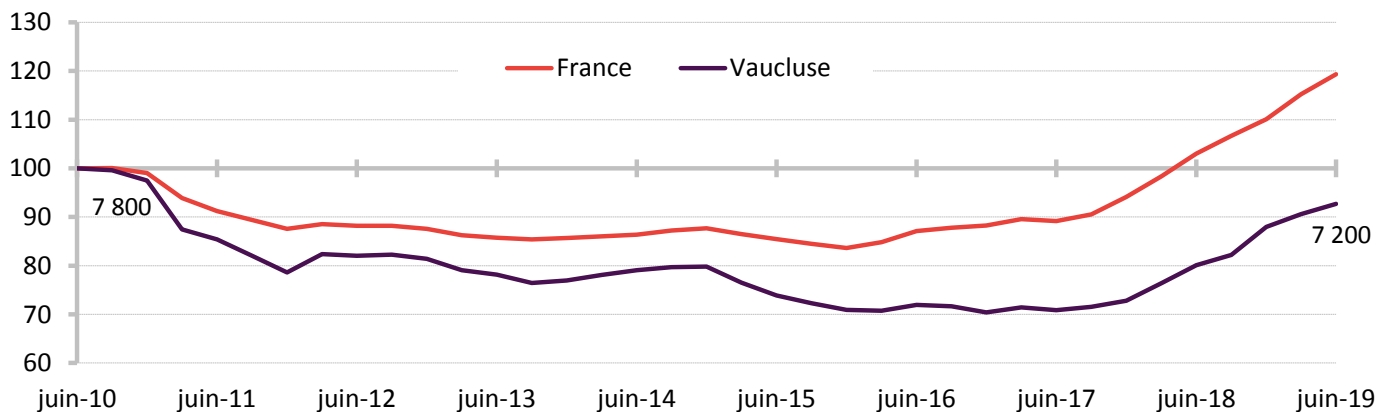
Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene)

Le tissu économique départemental est marqué par l'importance des entreprises de moins de 10 salariés (95% contre 94% FM en 2015). Le taux de créations d'entreprise est de 12% en 2017 (13% FM).

À fin juin 2019, le volume de créations de micro-entreprises sur 12 mois augmente de +27% en Vaucluse (+27% FM) et le volume global de créations d'entreprise continue d'augmenter pour atteindre un niveau proche de celui de 2015. Cette croissance découle notamment d'un contexte politique plus favorable avec des projets tel que la loi PACTE (Plan d'Action pour la Croissance et la Transformation des Entreprises) [cf. Graphique 3]. Dans le même temps, le nombre de défaillances sur douze mois diminue de -7% (+0,6% France entière), pour s'établir à 520 en Vaucluse.

Graphique 3

Évolution du cumul 12 mois des créations d'entreprise - indice base 100 au 30 juin 2010



Source : INSEE, Répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) - données brutes

Une reprise modérée de l'emploi

À fin juin 2019, 201 800 personnes étaient salariées dans le département de Vaucluse, que leur employeur soit privé ou public. À fin décembre 2017, l'INSEE a révélé que 46 500 salariés travaillaient dans la fonction publique en Vaucluse, soit 23% de l'emploi total départemental (22% FM). Il y a proportionnellement en département plus de fonctionnaires dans la fonction publique hospitalière qu'en France métropolitaine.

Tableau 3

Embauches (nouvelles entrées + reconduction) en contrat aidé, hors contrat de génération

	Cumul de janvier à juin 2019	
	France métropolitaine	Vaucluse
Parcours Emploi Compétences	41 600	700
Contrats à Durée Déterminée d'Insertion	86 300	700

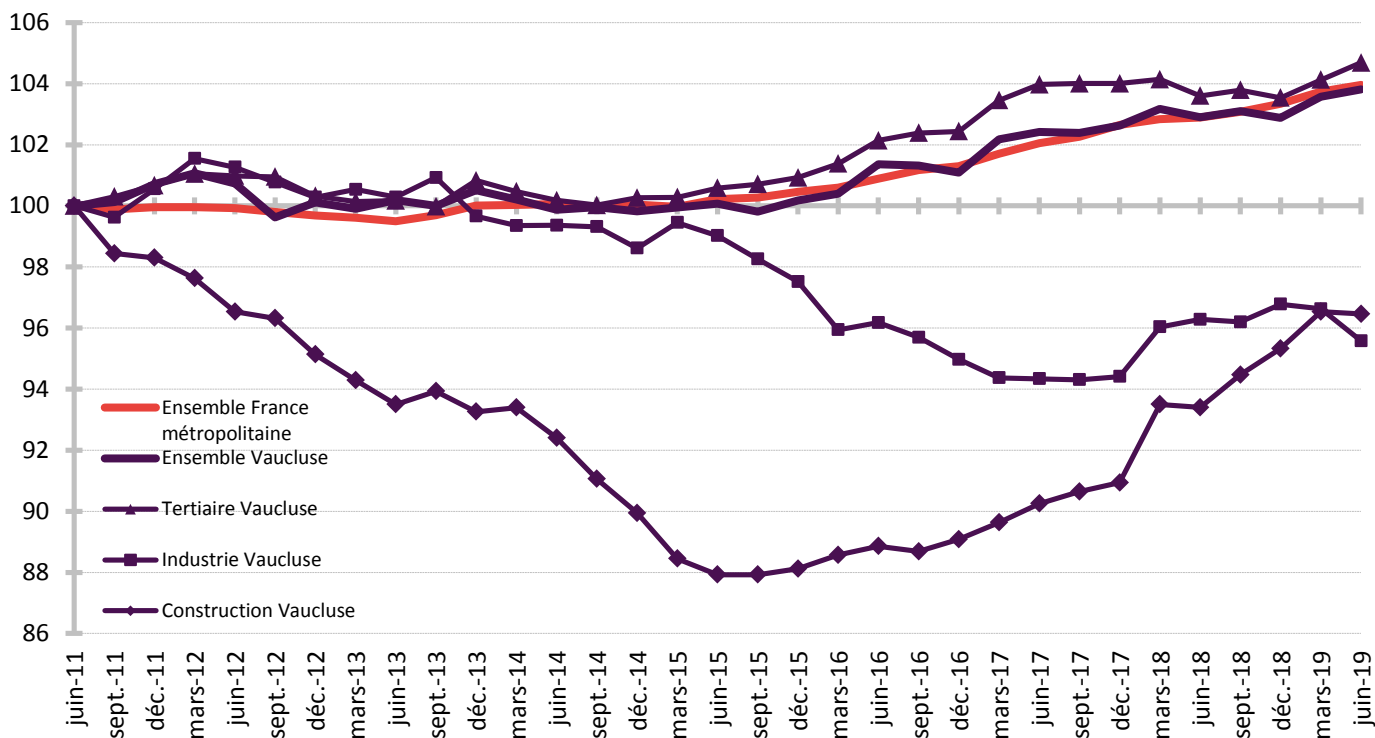
Sur le passé récent, les aides en faveur de l'emploi ont été modifiées. Les CIE étant supprimés, 700 embauches en Parcours Emploi Compétences (PEC) ont été contractées à fin juin 2019 dans le département de Vaucluse [cf. Tableau 3].

Source : DIRECCTE, Politiques d'aide à l'emploi

Dans le département de Vaucluse, le nombre de salariés a peu varié entre 2011 et 2015 et reprend de la force depuis. Ce nombre augmente de +0,9% par rapport à fin juin 2018, comme au national [cf. Graphique 4]. Le secteur de l'industrie a perdu des emplois jusqu'en décembre 2017 pour en récupérer sur l'année 2018. Sur un an il affiche une baisse (-0,7% entre juin 2018 et juin 2019). Par ailleurs, le secteur de la construction gagne des postes depuis fin 2015 (+3,3% entre juin 2018 et juin 2019). Le secteur tertiaire, quant à lui, n'ayant été que faiblement impacté par la crise économique, continue à générer des emplois supplémentaires (+1,0% entre juin 2018 et juin 2019). Le recours à l'intérim perdure depuis 2015 (+6,7% entre juin 2018 et juin 2019). Ainsi, sur un an, à l'exception de l'industrie, la plupart des grands secteurs d'activité présente une hausse du nombre de salariés.

Graphique 4

Évolution de l'emploi salarié (indice de référence au 31 décembre 2010 = 100)



Source : Estimations d'emploi trimestrielles ACOSS-URSSAF, DARES, INSEE

EN SAVOIR PLUS

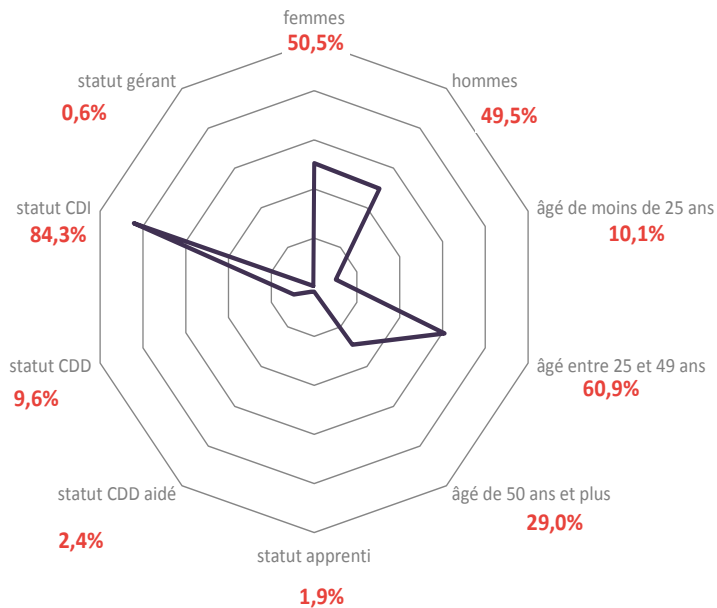
- [Les indicateurs clés de la Direccte Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



Le profil des emplois DADS 2016 (Déclaration Annuelle de Données Sociales)

Graphique 5

Répartition des effectifs salariés par sexe, âge, statut



À fin 2016, 139 500 personnes étaient salariées en Vaucluse, selon le champ de la statistique DADS [cf. Graphique 5]. Le salarié type est âgé de 25 à 49 ans, en CDI.

36% des femmes travaillent à temps partiel, contre 10% pour les hommes. 10% des femmes travaillent à mi-temps ou moins (4% des hommes) [cf. Tableau 4].

L'étude des DADS fait ressortir l'administration publique générale comme le 1^{er} secteur employeur du département en NACE 700. Viennent ensuite les secteurs du commerce et de l'hébergement restauration [cf. Tableau 5].

Tableau 4

Répartition du temps de travail par sexe

	Femmes	Hommes	Ensemble
Quotité de travail de moins de 25%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 25% et 50%	5%	2%	3%
Quotité de travail entre 50% et 75%	13%	5%	9%
Quotité de travail de 75% et plus	14%	2%	8%
Temps plein	64%	90%	77%

Source : DADS

Tableau 5

Les 10 premiers secteurs employeurs (NACE 700)

	Effectifs	Part
Administration publique générale	18 400	13%
Hypermarchés	3 200	2%
Restauration traditionnelle	2 700	2%
Transports routiers de fret interurbains	2 400	2%
Hébergement médicalisé pour personnes âgées	2 300	2%
Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	2 300	2%
Nettoyage courant des bâtiments	2 300	2%
Action sociale sans hébergement n.c.a.	2 200	2%
Supermarchés	2 100	2%
Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	1 900	1%
Ensemble des secteurs d'activité (NAF 700)	139 500	100%

Source : DADS

6 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

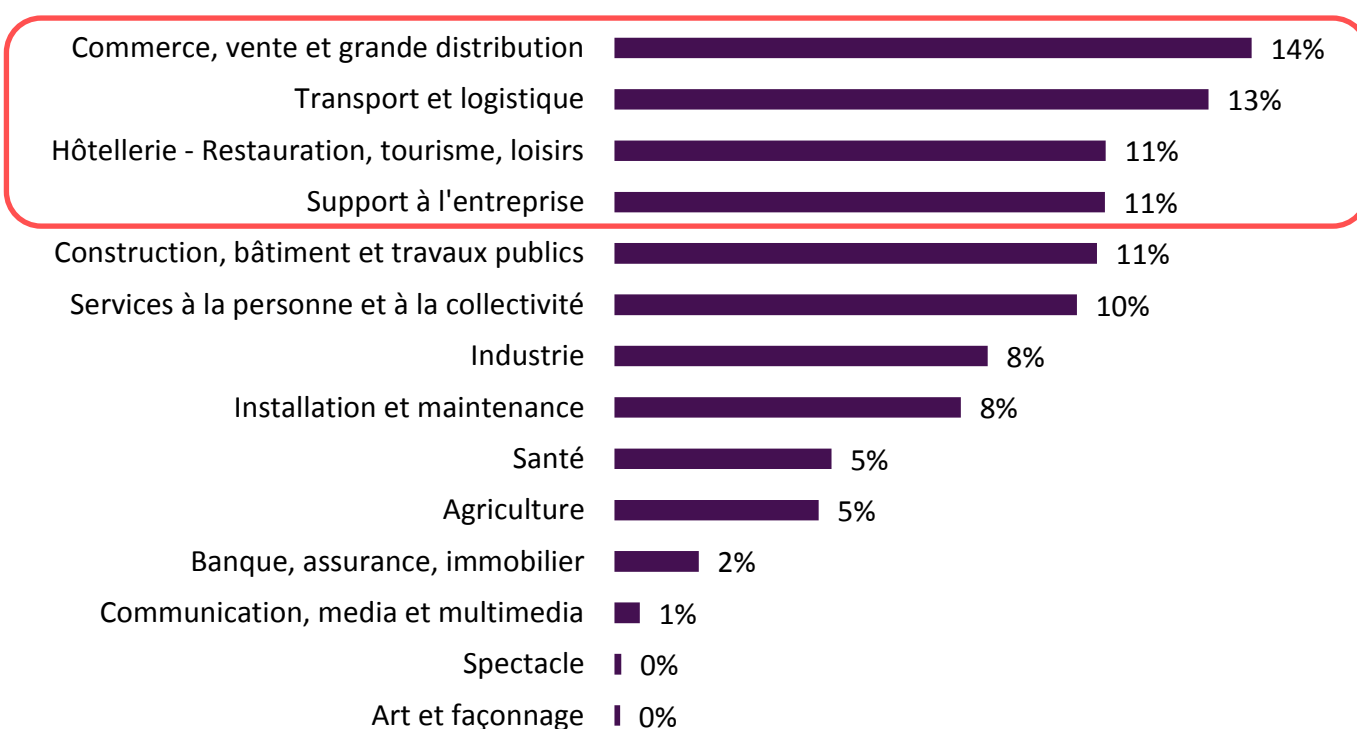
Près de la moitié des offres diffusées se répartissent sur quatre domaines professionnels

Afin d'accroître la transparence du marché du travail, Pôle emploi a mis en place un agrégateur des offres d'emploi. Les offres d'emploi diffusées par Pôle emploi et publiées sur le site internet de Pôle emploi proviennent ainsi de deux sources : les offres déposées directement à Pôle emploi par les employeurs et les offres transmises à Pôle emploi par des sites partenaires pour rediffusion.

De juillet 2018 à juin 2019, 58 500 offres d'emploi ont été diffusées sur le site de Pôle emploi en Vaucluse. 56% de ces offres ont été collectées par Pôle emploi et 44% transmises par des sites partenaires. Sur cette même période, les métiers du commerce, vente et grande distribution enregistrent le plus grand nombre d'offres diffusées avec 14%. Le transport logistique suit avec 13% devant les métiers de l'hôtellerie restauration et du support à l'entreprise (11% chacun) [cf. Graphique 6].

Graphique 6

Répartition par métier agrégé des offres d'emploi diffusées sur le site de Pôle emploi de juillet 2018 à juin 2019



Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes

Tableau 6

Top 5 des métiers recherchés par les entreprises (offres diffusées)

		Volume	Poids
1 ^{er}	N4101 Conduite de transport de marchandises sur longue distance	2 393	4%
2 ^e	N1103 Magasinage et préparation de commandes	1 959	3%
3 ^e	M1203 Comptabilité	1 617	3%
4 ^e	I1604 Mécanique automobile	1 584	3%
5 ^e	G1602 Personnel de cuisine	1 441	3%

Source : Pôle emploi, offres transmises par les partenaires et offres déposées à Pôle emploi, données brutes, STMT
NB : Le nombre d'offres diffusées pour ces 5 métiers représente 15% de l'ensemble.

EN SAVOIR PLUS

- [Offres diffusées par Pôle emploi au 2^e trimestre 2019](#)



Un léger accroissement du potentiel d'emploi

L'analyse des données ACOSS des flux d'emploi confirme une légère amélioration du contexte. En effet, à fin juin 2019, le nombre de déclarations d'embauche sur les douze derniers mois augmente de +0,5% sur un an et s'établit à 445 400 unités [cf. Tableau 7]. En dehors du secteur des entreprises de travail temporaire (209 300 soit 47% des DPAE), les secteurs de l'hébergement restauration (40 000 soit 9% des DPAE et 17% des DPAE hors intérim), l'agriculture (38 100 soit 9% des DPAE et 16% des DPAE hors intérim) et de la santé humaine et action sociale (33 000 soit 7% des DPAE et 14% des DPAE hors intérim) sont ceux qui ont le plus embauché au cours de l'année. Toutefois, ils utilisent majoritairement les contrats précaires.

Tableau 7

DPAE par durée de contrat (cumul entre juillet 2018 et juin 2019)

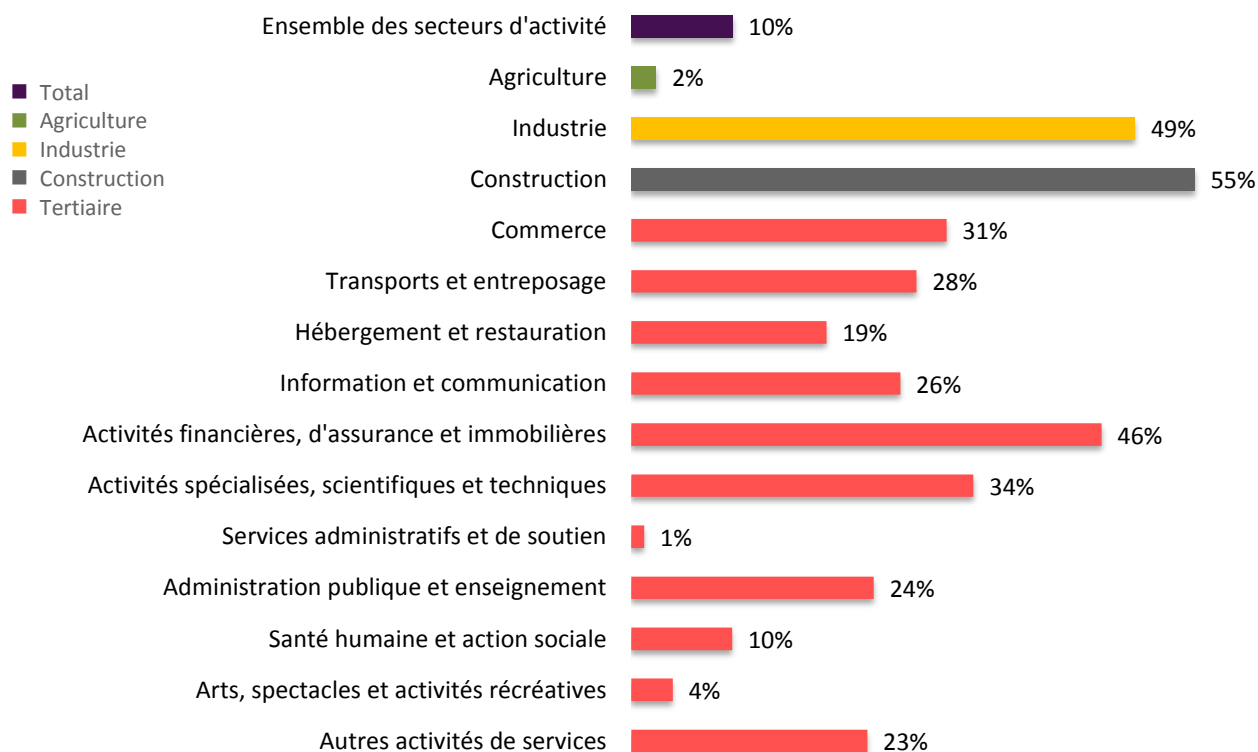
	Volume	Poids	Evolution
Contrats de moins d'un mois	155 800	35%	-1,0%
Missions intérimaires	211 700	48%	+0,6%
Contrats de six mois et plus	44 300	10%	+7,6%
- Autres -	33 600	8%	
Ensemble	445 400	100%	+0,5%

Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les contrats de six mois et plus représentent 10% des DPAE. L'industrie et les entreprises de la construction (respectivement 4% et 3% des DPAE hors intérim) s'orientent principalement vers de l'emploi durable avec des poids de contrats durables de l'ordre de 49% et 55%. Les secteurs du commerce et des activités spécialisées, scientifiques et techniques (12% et 4% des DPAE hors intérim) ont recours dans environ un tiers des cas à de l'emploi durable [cf. Graphique 7].

Graphique 7

Poids des contrats de six mois et plus dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

EN SAVOIR PLUS

- [Les publications de l'ACOSS-URSSAF](#)

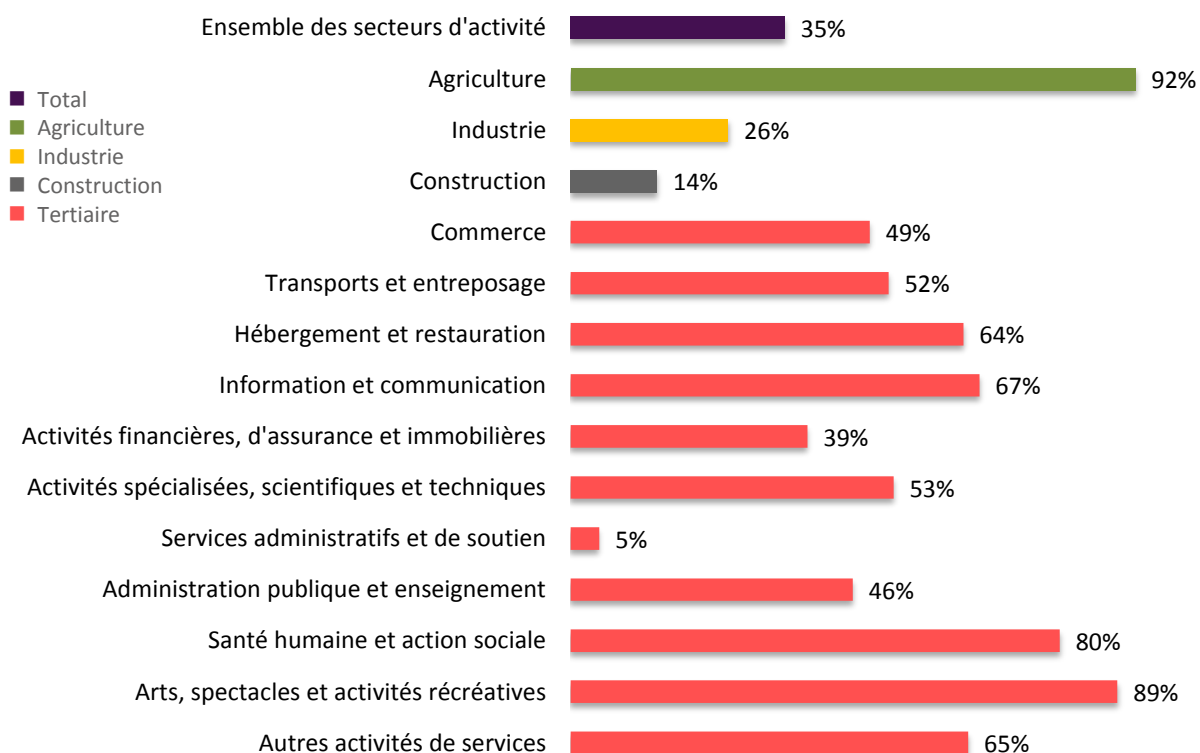


8 _ ÉCLAIRAGES ET SYNTHÈSES

Plus d'un tiers des DPAE concernent des contrats d'une durée inférieure à un mois. Néanmoins, pour la plupart des secteurs d'activité, le poids de ces contrats est supérieur [cf. Graphique 8], notamment pour certains secteurs « saisonniers », comme l'agriculture et les arts, spectacles activités récréatives.

Graphique 8

Poids des contrats de moins d'un mois dans les DPAE par secteur d'activité (période d'observation juillet 2018 – juin 2019)



Source : ACOSS - URSSAF, déclarations préalables à l'embauche

Les intentions d'embauche issues de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019

Les intentions de recrutement des employeurs pour 2019 régressent cette année (-8%) mais représentent toutefois plus de 35 900 embauches potentielles. Ce sont ainsi près de 3 000 projets de recrutement en moins qui sont comptabilisés cette année au sein du département de Vaucluse.

Les établissements des services sont les premiers contributeurs du département avec 53% des projets de 2019. L'agriculture, industrie agroalimentaire regroupe 28% des recrutements potentiels, le commerce 12%, l'industrie 6% et la construction 5%.

Les projets saisonniers sont au nombre de 19 800 (55% de saisonnalité pour le territoire de Vaucluse contre 34% pour la France). Le besoin en personne saisonnier est essentiellement lié à l'agriculture et au tourisme au sein du département.

Le Vaucluse se situe au 25^e rang au niveau national en nombre d'intentions, soit une part de 1,4%.

EN SAVOIR PLUS

- [Tous les résultats de l'enquête Besoins en Main d'Œuvre 2019 en région Provence-Alpes-Côte d'Azur](#)



Les difficultés de recrutement en Vaucluse

Parmi les projets de recrutement déclarés par les employeurs dans l'enquête Besoins en Main d'Œuvre (BMO) pour l'année 2019, 45% sont jugés difficiles par les employeurs [cf. Tableau 8]. Les deux secteurs qui projettent un volume d'embauches conséquent, mais avec un ressenti de difficulté fort, sont les services scientifiques, techniques, administratifs et soutien (58% de projets difficiles) et l'hébergement restauration (57% de projets difficiles).

Parmi les métiers les plus difficiles à recruter, on retrouve plusieurs domaines professionnels : services à la personne, restauration, industrie, support à l'entreprise, transport logistique. Le recrutement d'un agent d'entretien de locaux y compris ATSEM (1 800 projets) est jugé difficile d'après les établissements dans 78% des cas.

Tableau 8

Top 10 des métiers difficiles à recruter dans les intentions d'embauche

Métier FAP	Part de difficulté
1 Agents et hôtesse s d'accompagnement	87%
2 Ouvriers non qualifiés métallerie, serrurerie, montage (y.c. réparateurs)	86%
3 Aides à domicile et aides ménagères	78%
4 Agents d'entretien de locaux (y compris ATSEM)	78%
5 Conducteurs routiers et grands routiers	73%
6 Employés services divers (jeux de hasard, parcs de loisir, sces funéraires)	68%
7 Maraîchers, horticulteurs salariés	67%
8 Cuisiniers	66%
9 Ouvriers non qualifiés du second œuvre du bâtiment (peintres...)	65%
10 Conducteurs et livreurs sur courte distance	65%
Ensemble du territoire	45%
Ensemble de la France métropolitaine	50%

Source : Enquête Besoins en main d'œuvre 2019

EN SAVOIR PLUS

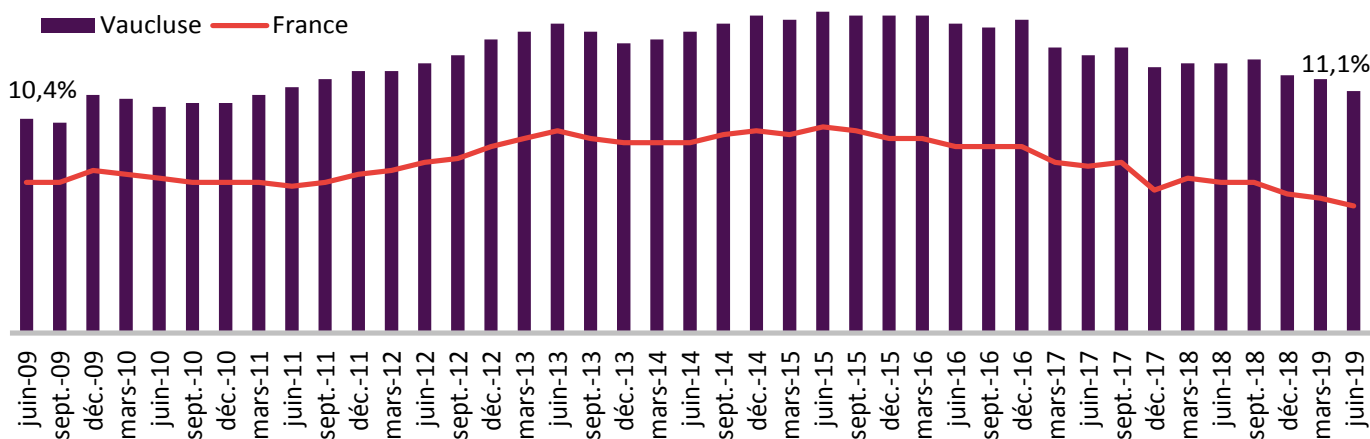
- [Requêteur de données enquête BMO 2019 \(pole-emploi.org\)](https://pole-emploi.org)



Un marché du travail qui s’améliore

Le département de Vaucluse se situe à la 6^e position pour les taux de chômage les plus élevés de France métropolitaine. Malgré une baisse de -0,7 pt sur un an, le taux de chômage départemental s'établit au 2^e trimestre 2019 à 11,1%, un taux toujours supérieur à celui du national (8,2%). L'écart avec le niveau national s'est creusé depuis début 2011 (2,8 point en moyenne). Le taux de chômage reprend une valeur proche à celle de début 2011 [cf. Graphique 9].

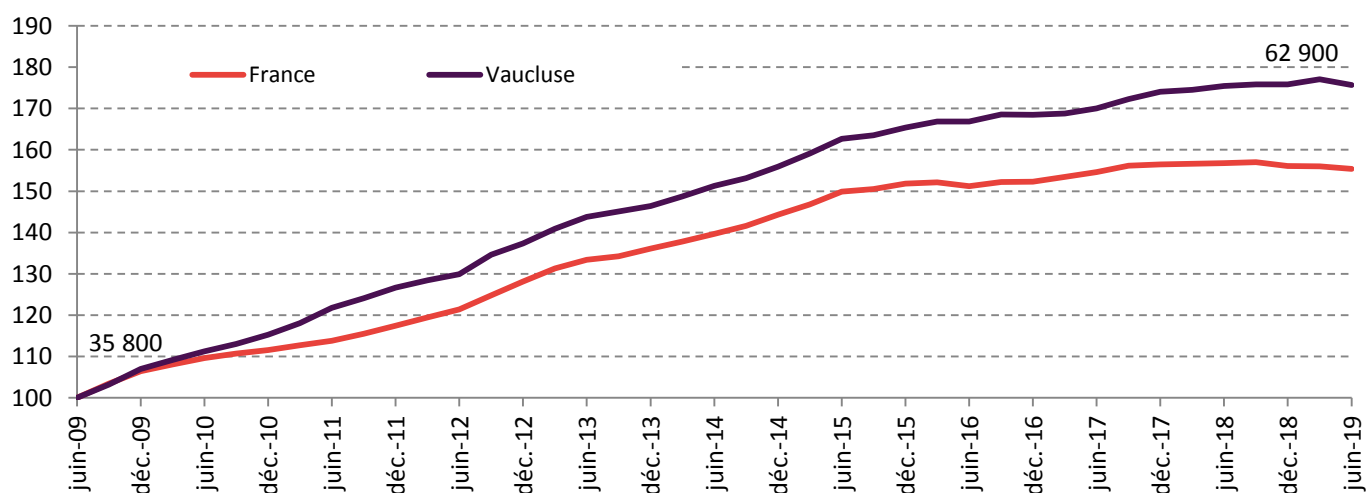
Graphique 9
Taux de chômage localisé



Source : INSEE, enquête Emploi

Du côté de la demande d’emploi, le nombre de personnes inscrites en catégories ABC (demandeurs d’emploi à la recherche d’un emploi immédiatement disponibles) ne diminue pas sur un an. Toutefois, il progresse moins fortement chaque année depuis début 2017. Ainsi, la hausse entre juin 2018 et juin 2019 est de +0,1%. La France métropolitaine quant à elle présente trois baisses annuelles consécutives dont -0,9% entre juin 2018 et juin 2019. L’écart entre les entrées et les sorties des listes de Pôle emploi s’est réduit mais les entrées sont toujours supérieures aux sorties. 62 900 personnes sont demandeurs d’emploi cat. ABC à fin juin 2019.

Graphique 10
Évolution de la DEFM cat. ABC



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS-CJO)

EN SAVOIR PLUS

- [Le taux de chômage localisé en région, ses départements et ses zones d’emploi](#)
- [Statistiques Trimestrielles du Marché du Travail \(STMT\) en région Provence-Alpes-Côte d’Azur](#)

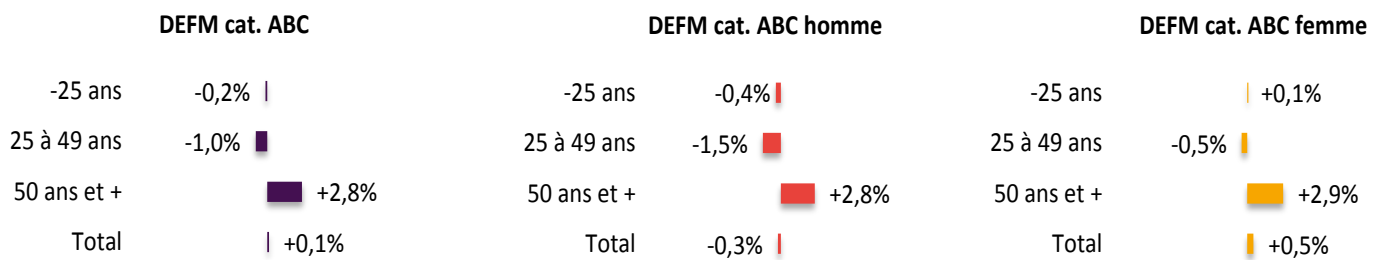


La demande d'emploi des 25 à 49 ans baisse durablement

La population des Demandeurs d'Emploi Fin de Mois (DEFM) catégories ABC de moins de 25 ans varie peu depuis 2013 et se chiffre à 8 300 personnes (soit -10 sur un an). Les 25-49 ans affichent une baisse de -1,0% et retrouvent un niveau comparable à celui de septembre 2017 ; ils sont au nombre de 37 800. Quant aux seniors, leur progression ralentit fortement, elle n'est plus que de +3,6% en moyenne sur les quatre derniers trimestres. Cela porte le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans et plus, inscrits sur les listes de Pôle emploi en catégories ABC, à 16 700. La population des moins de 25 ans reste la moins représentée dans la demande d'emploi comme en France métropolitaine (13%) [cf. Graphique 11].

Graphique 11

Évolution (juin 2018 - juin 2019) par sexe et âge de la DEFM cat. ABC



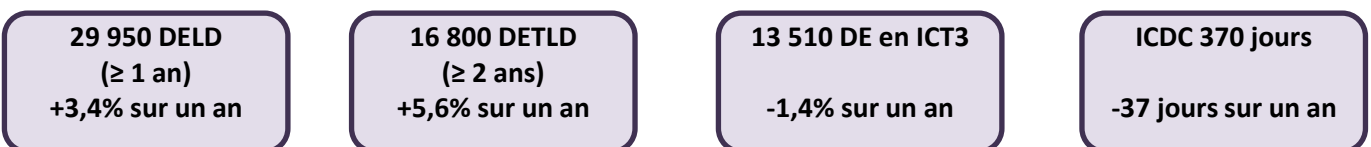
Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Le chômage de très longue durée perdure

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi depuis deux ans et plus, appelés Demandeurs d'Emploi de Très Longue Durée (DETLD), a doublé en sept ans, ce qui confirme l'enlisement au chômage, autant présent dans le département qu'au niveau national. 16 800 personnes sont touchées par ce phénomène au 2^e trimestre 2019, soit 27% de la DEFM cat. ABC.

L'indicateur conjoncturel de durée au chômage, calculé par Pôle emploi (ICDC), évalue l'incidence de la conjoncture économique sur le marché du travail et les opportunités offertes pour sortir de la liste des demandeurs d'emploi. Si la conjoncture économique au 2^e trimestre 2019 se maintenait en Vaucluse, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit plus de 12 mois consécutifs à Pôle emploi (370 jours). Sur un an, cet indicateur régresse de 37 jours, soit plus de cinq semaines.

Le nombre de demandeurs d'emploi restés inscrits en catégorie A (sans aucune activité), 365 jours parmi les quinze derniers mois, en cumulé ou non (Indicateur ICT3 de Pôle emploi) est de 13 500 à fin juin 2019, en baisse de -1,4% sur un an.



EN SAVOIR PLUS

- [Études sur l'Indicateur Conjoncturel de Durée au Chômage \(ICDC\)](#)
- [Données détaillées chômage et demandeurs d'emploi \(requêteur sur pole-emploi.org\)](#)

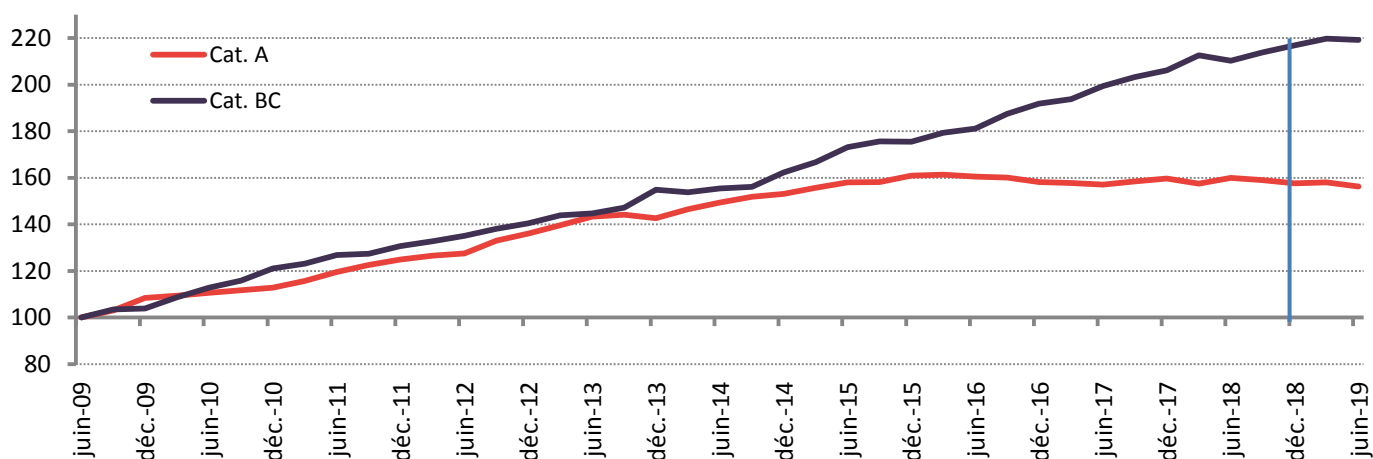


Les mutations du marché du travail

Jusqu'en 2014, le nombre de demandeurs d'emploi augmentait selon le même rythme, qu'ils soient en activité ou non. De 2015 à 2017, le nombre de personnes exerçant une activité réduite de plus ou moins 78h (catégories B et C) poursuivait sa hausse tandis que le nombre de personnes sans activité (catégorie A) se stabilisait. Depuis décembre 2018, la catégorie BC se stabilise tandis que la catégorie A diminue [cf. Graphique 12].

Graphique 12

Évolution (juin 2018 - juin 2009) de la DEFM cat. A et cat. BC en indice base 100



Source : Pôle emploi – DIRECCTE, STMT (données CVS)

Plus de 44 900 reprises d'emploi en 2018

Les sorties de la liste des demandeurs d'emploi pour reprise d'emploi, comptabilisées dans les déclarations des demandeurs d'emploi lors de leur actualisation mensuelle, ne représentent pas l'exhaustivité des reprises d'emploi. Une reprise d'emploi au sens de l'indicateur « ICT1 » de la convention tripartite de Pôle emploi est calculée pour les demandeurs d'emploi en catégories A et B au cours du mois M-1 qui ont un retour à l'emploi du type : AFPR / POE, DPAE de plus d'un mois, passage en catégorie C ou en E ou reprise d'emploi déclarée [cf. Tableau 9].

Tableau 9

Modalité des reprises d'emploi des demandeurs d'emploi cat. AB au sens de l'ICT1 en 2018

Vaucluse	ICT1	Évolution	Poids
Reprise d'emploi déclarée	3 400	+3%	8%
Passage en C	14 000	+7%	31%
Passage en E	100	+24%	0%
AFPR / POE	500	+10%	1%
DPAE durable	14 400	+6%	32%
DPAE non durable	12 500	+4%	28%
Total	44 900	+5%	100%

Source : Pôle emploi, Fichier historique données brutes – ACOSS, DPAE

EN SAVOIR PLUS

- [Éclairages et Synthèses trimestriel sur les reprises d'emploi des demandeurs d'emploi en région \(Pôle emploi\)](#)



Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences 2019-2022 : une ambition forte et partagée

Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur a été signé mercredi 26 juin 2019 par le Préfet de région et le Directeur régional de Pôle emploi.

Le gouvernement vise au niveau national trois objectifs essentiels :

- former 1 million de demandeurs d'emploi peu ou pas qualifiés et 1 million de jeunes éloignés du marché du travail
- mieux répondre aux besoins des métiers en tension dans une économie en croissance ;
- contribuer à la transformation des compétences rendue nécessaire notamment par la transition écologique et à la transition numérique.

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, les moyens mobilisés pour le Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC) sur la période 2019-2022 sont établis à 534 millions d'euros, soit plus de 133 millions d'euros par an.

Le public PIC comprend les demandeurs d'emploi ayant un niveau de formation BAC (équivalent au BAC mais sans diplôme obtenu) et infra-BAC (strictement inférieur au BAC). 36 400 personnes sont ciblées « PIC », soit 60% des DEFM cat. ABC [cf. [Tableau 10](#)]. La part de PIC est plus importante pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi et ceux résidant en QPV (plus de 70%). Ce public a des caractéristiques similaires à celles du demandeurs d'emploi tous publics.

Tableau 10

Caractéristiques du public PIC en juin 2019

France métropolitaine	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	2 821 100	52%	1 404 500	48%	50%
Moins de 25 ans	664 600	12%	331 600	11%	50%
50 ans et plus	1 422 600	26%	941 900	32%	66%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	2 611 400	48%	1 476 300	50%	57%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	495 200	9%	350 900	12%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	714 100	13%	487 400	17%	68%
Ensemble des DEFM cat. ABC	5 417 800	100%	2 947 000	100%	54%

Vaucluse	Total	Part public	PIC	Part public	% PIC
Femmes	31 500	52%	16 900	46%	54%
Moins de 25 ans	7 600	12%	4 100	11%	54%
50 ans et plus	16 500	27%	11 200	31%	68%
Demandeurs d'Emploi de Longue Durée	29 600	49%	18 000	49%	61%
Bénéficiaires de l'Obligation d'Emploi	5 600	9%	4 000	11%	71%
Résidant en Quartier Prioritaire de la Ville	10 500	17%	7 800	21%	74%
Ensemble des DEFM cat. ABC	60 900	100%	36 400	100%	60%

Source : Pôle emploi (données brutes au 30/06/2019)

EN SAVOIR PLUS

- [Le Pacte Régional d'Investissement dans les Compétences](#)

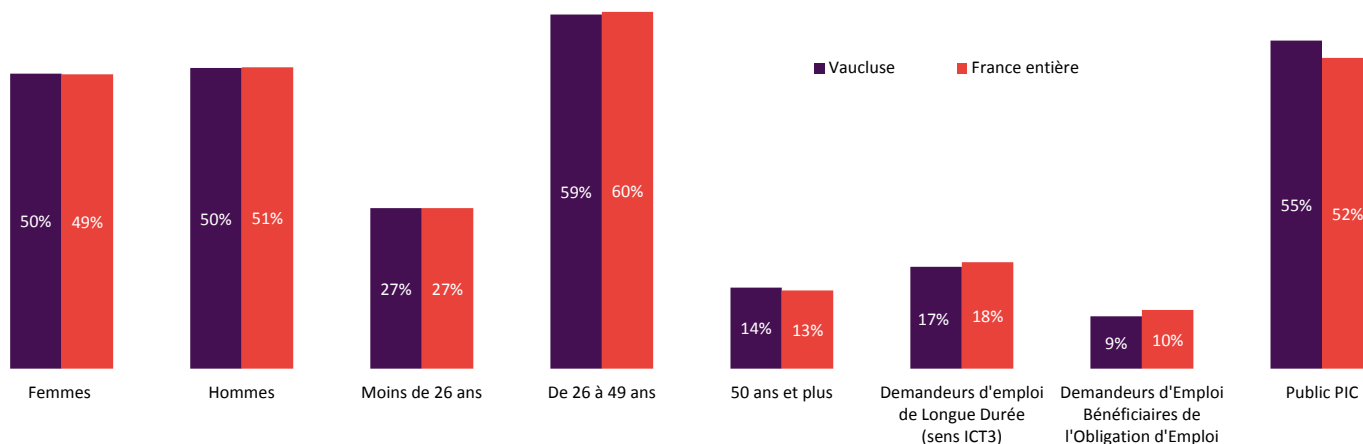


7 200 entrées en formation de demandeurs d'emploi en 2018

En 2018, ce sont près de 7 200 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. Le Vaucluse représente 1% des entrants en formation de France entière. Le profil départemental des entrants en formation est proche du profil national [cf. Graphique 13].

Graphique 13

Caractéristiques des demandeurs d'emploi entrants en formation en 2018



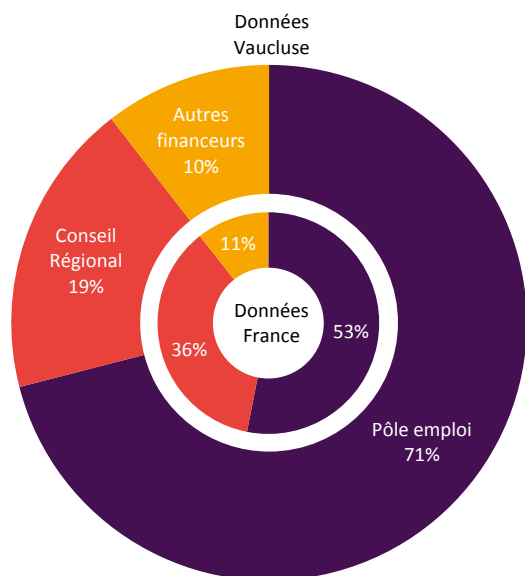
Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Pôle emploi est le principal prescripteur de formation dans le département

71% des formations en Vaucluse sont financées par Pôle emploi en totalité ou en partie. Les Actions de Formation Conventionnée (AFC) sont les plus prescrites en Vaucluse (plus d'un tiers des aides contre 11% seulement au national). Les formations du Conseil Régional suivent avec 19% des aides (36% pour France entière) [cf. Graphique 14], juste devant les Actions Individuelles de Formation (AIF) avec 19% des aides contre 25% dans le pays. Les principaux domaines de formation sont l'échange-gestion avec 22% (sur les champs transports, commerce), les services aux personnes avec 21% (sur les champs santé secteur sanitaire, hôtellerie restauration, action sociale). Les cinq principaux domaines représentent près de sept entrées en formation sur dix en 2018 [cf. Tableau 11].

Graphique 14

Les principaux financeurs de formation



Source : Pôle emploi – SISF entrées en formation effectives

Tableau 11

Les principaux domaines de formation

	Entrées en formation	Part (en %)
Échange et gestion	1 600	22%
Services aux personnes	1 500	21%
Fonction production	600	8%
Sciences humaines, économie, droit	600	8%
Formation générale, lettres et langues	500	7%
Ensemble des entrées	7 200	100%

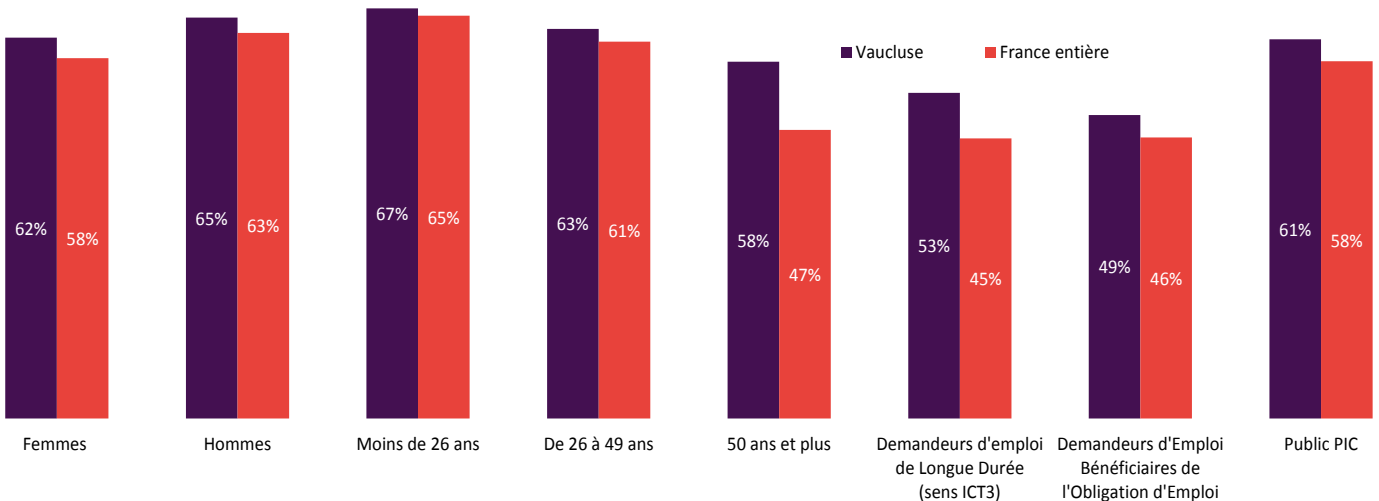
63% sortants de formation ont accédé à un emploi six mois après la fin de leur formation

En Vaucluse, près de 4 800 personnes sont sorties de formation en 2018. Parmi ces individus, 63% ont accédé à un emploi d’au moins un mois au cours des six mois qui ont suivi la fin de la formation.

Au niveau des différents publics [cf. Graphique 15], certains accèdent plus favorablement à l’emploi comme les jeunes ou les hommes. D’autres comme les seniors et les demandeurs d’emploi de longue durée - sens ICT3 et les bénéficiaires de l’obligation d’emploi sont plus éloignés de l’emploi. Les femmes et le public PIC ont un taux d’accès inférieur à la moyenne globale.

Graphique 15

Taux d’accès à l’emploi six mois après la fin de la formation selon les caractéristiques des demandeurs d’emploi



Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les POEI et les AFPR permettent un meilleur accès à l’emploi

Certaines formations financées, pour la totalité ou pour partie par Pôle emploi, font parties des actions de formations qui donnent les meilleurs accès à l’emploi en 2018 [cf. Graphique 16]. Les POEI et les AFPR ont les meilleurs taux d’accès avec respectivement 89% et 87%, étant des formations préalables à l’embauche ; juste devant les POEC (68%). Les domaines de formation qui permettent un meilleur accès à l’emploi sont l’échange et gestion (69%), les services aux personnes et les fonctions production (65% chacun) [cf. Tableau 12].

Graphique 16

Les accès à l’emploi selon le type de formation en 2018

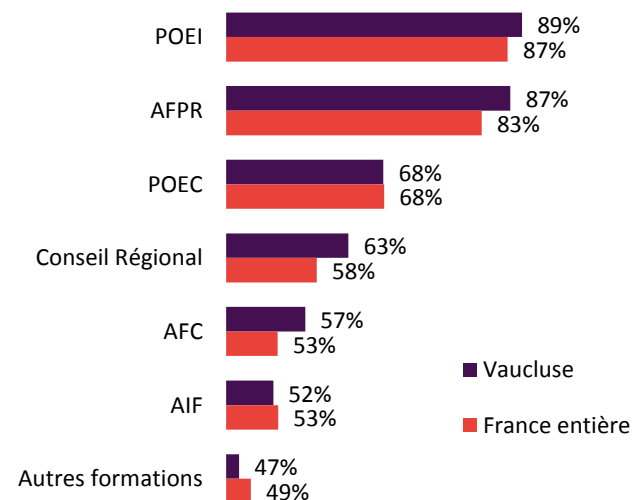


Tableau 12

Les principaux domaines par taux d’accès

Domaine	Taux d'accès à l'emploi (%)	Sortants de formation
Services aux personnes	65%	1 300
Échange et gestion	69%	1 100
Fonction production	65%	400
Information, communication	63%	400
Services à la collectivité	61%	300
Ensemble des sorties	63%	4 800

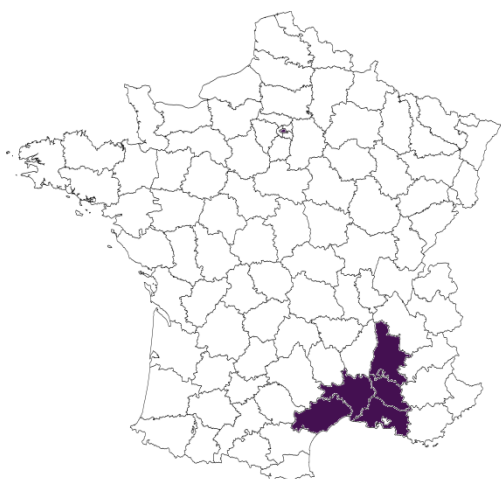
Source : Pôle emploi – FH sortants de formation ICT4 enrichi, SISP entrées en formation effectives

Les mobilités géographiques des demandeurs d'emploi

L'observation du lieu de travail, par le biais de la reprise d'emploi (sens ICT1) et du lieu de résidence par le biais de la **ST**atistique du **M**arché du **T**ravail (STMT), permet d'identifier les départements où les demandeurs d'emploi cat. AB, inscrits en 2018, ont repris un emploi. 70% des demandeurs d'emploi ont accédé à un emploi dans le département. Pour 17%, ils se dirigent vers les départements limitrophes et 2% vers la métropole parisienne [cf. **Tableau 13**].

Tableau 13

Département de travail des DEFM cat. AB inscrits dans le département de Vaucluse en 2018



Département de travail (>1%)	
Vaucluse	70%
Bouches-du-Rhône	10%
Gard	3%
Drôme	3%
Paris	2%
Hérault	1%

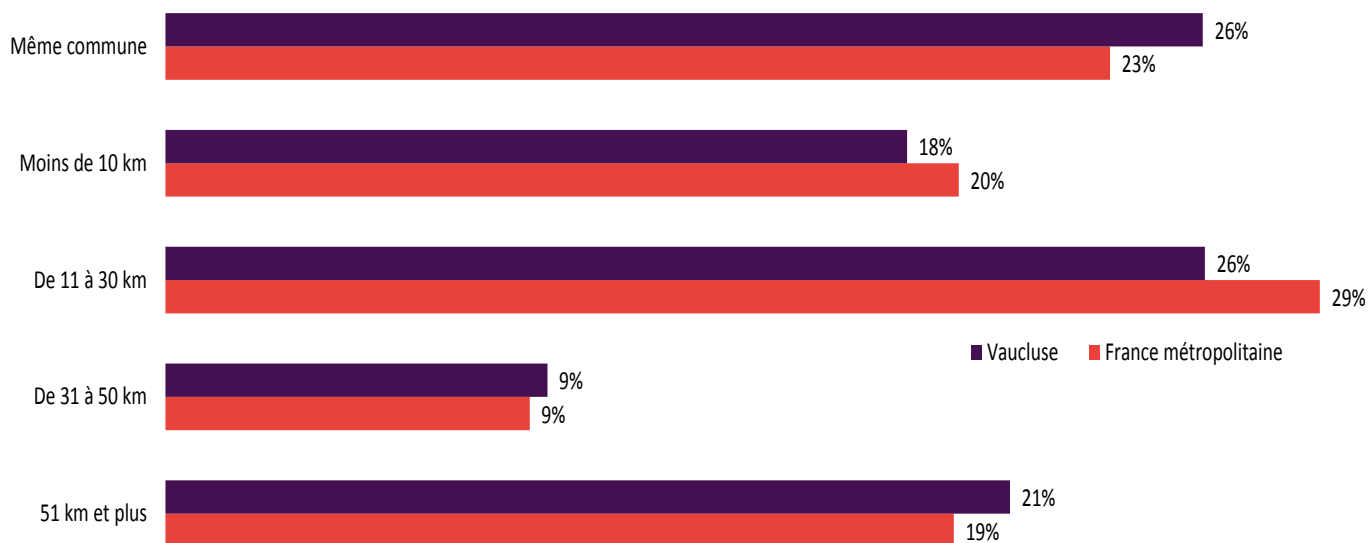
Aide à la lecture :
 2% des demandeurs d'emploi en cat. AB domiciliés en Vaucluse en 2018 ont trouvé un emploi à Paris.

Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

Les demandeurs d'emploi de Vaucluse sont peu mobiles sur le plan géographique : c'est le principal frein périphérique à l'emploi du département. 26% retrouvent un emploi dans leur commune de résidence (23% FM), alors qu'un sur cinq a repris un emploi à plus de 50 km de son domicile [cf. **Graphique 18**].

Graphique 17

Distance domicile travail des DEFM cat. AB



Source : Pôle emploi, STMT – ACOSS, DPAE

En conclusion...

Entre 1962 et 1999, le département a connu un fort essor démographique. En ralentissement depuis, l'évolution de la population n'est stimulée, selon le dernier le dernier recensement 2011-2016, que par les écarts entre les naissances et les décès. Le dynamisme démographique n'est plus un marqueur du département. Avec un taux de variation annuel de la population de +0,4% et une migration résidentielle ou professionnelle faible (+0,1%), cela peut indiquer une faible attractivité du département de Vaucluse.

La spécificité de l'emploi présentiel dans le Vaucluse (75%) oriente les demandeurs d'emploi vers de l'activité en lien avec les habitants du département et les biens et services qu'ils consomment. Par ailleurs, la réponse de Pôle emploi aux besoins des emplois saisonniers, particulièrement prégnants sur le département, essentiellement dans le tourisme et l'agriculture doit être coordonnée, compte-tenu des intentions d'embauches de ce type (55%), exprimées par les employeurs lors de l'enquête Besoin en Main d'Œuvre 2019.

Avec un taux de chômage de 11,1% au 2^e trimestre 2019, la main d'œuvre départementale est touchée durablement par le chômage. Un autre facteur d'exclusion est le manque de ressources des ménages, il affecte d'autant plus les personnes en recherche d'emploi. En 2016, 54% des foyers fiscaux ne sont pas imposés dans le Vaucluse. Le manque de ressources peut aller jusqu'à la pauvreté ; 20% des habitants du département, soit une personne sur cinq. De même, la part du RSA dans la demande d'emploi est de 18% en Vaucluse et près d'un demandeur d'emploi sur deux est indemnisé par l'assurance chômage. Toutefois, malgré un contexte économique et social fragile, la progression de la demande d'emploi s'est atténuée d'année en année.

La mobilité est le frein périphérique à l'emploi le plus fréquemment rencontré par le réseau des agences Pôle emploi. 70% des demandeurs d'emploi cat. AB qui ont accédé à un emploi l'ont retrouvé dans le département et seulement 21% pour un emploi de plus de 50 km de son domicile.

En outre, la formation demeure une solution pour s'adapter au marché de l'emploi. En 2018, ce sont près de 7 200 demandeurs d'emploi qui sont entrés en formation dans le département. 63% des sortants de formation ont accédé à un emploi au cours des 6 mois qui ont suivi la fin de formation.

Méthodologie

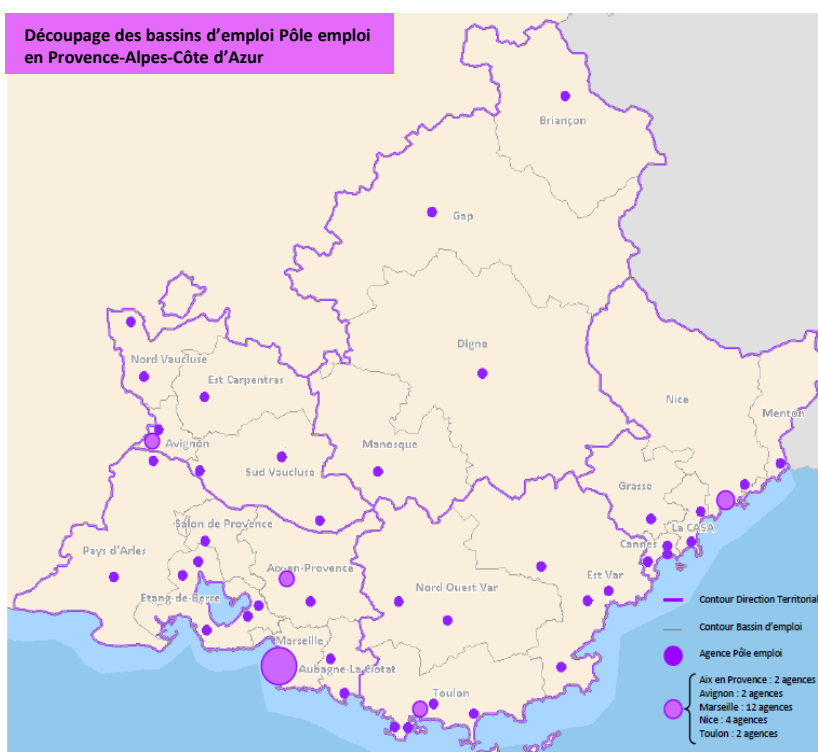
Le diagnostic territorial est une démarche sur quatre niveaux (Direction Régionale, Direction Territoriale, Bassin d'emploi Pôle emploi, Agence Pôle emploi) qui analyse le territoire pour orienter l'action de Pôle emploi. Il se compose de trois étapes : l'environnement socio-économique, l'action de Pôle emploi et le partenariat. Le portrait socio-économique est construit en associant un thème à une variable discriminante. Pour ces variables, la valeur du territoire est comparée à celle de France métropolitaine. Les thèmes décrivent les dynamiques du marché du travail et de l'emploi affectant de façon significative et directe la capacité de retour à l'emploi des demandeurs d'emploi. Il s'agit notamment de la croissance démographique, du dynamisme économique et le potentiel d'emploi.

Le service Statistiques, Études, Évaluations de la Direction Régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur de Pôle emploi réalise annuellement 29 documents, 1 portrait régional, 6 portraits départementaux et 22 portraits bassins d'emploi (cf. carte ci-dessous) :

- Direction Territoriale 04-05 (Briançon, Digne, Gap, Manosque),
- Direction Territoriale 06 (Antibes, Cannes, Grasse, Menton, Nice),
- Direction Territoriale 13 (Aix-en-Provence, Aubagne-La Ciotat, Étang-de-Berre, Marseille, Pays d'Arles, Salon),
- Direction Territoriale 83 (Est Var, Haut Var, Toulon),
- Direction Territoriale 84 (Avignon, Est Carpentras, Nord Vaucluse, Sud Vaucluse).

Pôle emploi n'a pas retenu le découpage des zones d'emploi INSEE dans l'élaboration des bassins d'emploi, c'est une notion ressemblante mais différente. Un bassin d'emploi est un découpage initialement défini par l'ANPE puis par Pôle emploi. C'est un espace géographique où la majeure partie de la population habite et travaille. C'est un regroupement économique homogène d'agences Pôle emploi : en fonction de son adresse de résidence, chaque demandeur d'emploi s'inscrit à l'agence Pôle emploi qui couvre son bassin d'emploi.

Retrouvez toutes les informations sur [la page régionale de www.pole-emploi.org](http://www.pole-emploi.org) ainsi que les informations nationales sur www.pole-emploi.org.



Directeur de la publication
Thierry LEMERLE

Directeurs de la rédaction
Jean-Marie ROSSICH, Nicolas BIANCO

Réalisation
 Direction de la Stratégie, Innovation & Lab
 Service Statistiques, Études et Évaluations

Pôle emploi Direction régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur
 34, rue Alfred Curtel
 13010 Marseille

www.pole-emploi.org



@Nous contacter : statistiques.13992@pole-emploi.fr

